

[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]

**PLAN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE
(ÉGALEMENT ACCORD DE FUSION)**

entre

AVS AUTOMOTIVE VERSICHERUNGSVERMITTLUNG GMBH

et

AWP AUSTRIA GMBH

Entités transférantes et

AP SOLUTIONS GMBH

Entité réceptrice

9 avril 2025

Contenu

PRÉAMBULE	3
1. ENTITÉS FUSIONNANTES (article 307 (2) no 1 UmwG et article 28 (1) no 1 EU-UmgrG)	5
2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION	6
3. EFFICACITÉ DE LA FUSION	6
4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Article 28 (3), article 30 (4), (5) EU-UmgrG)	7
5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF	7
6. DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE 'LACTIF ET DU PASSIF TRANSFERTS (article 307 (2) n° 6, 11, 12 UmwG) et article 28 (1) n° 6, 11, 12 EU-UmgrG)	8
7. EFFETS PRÉVUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES PARTICIPANT À LA FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 28 (1) no 4 UmgrG)	8
8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10) UmwG et article 28 (1) no 10 EU-UmgrG)	13
9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2) no 7 et 8 UmwG et article 28 (1) no 7 et 8 EU-UmgrG))	14
10. Acte de fondation et statuts de l'entité réceptrice (article 307 (2) no 9 UmwG et article 28 (1) no 9 EU-UmgrG)	14
11. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et article 28 (1) non 14 UE-UmgrG)	14
12. DISPOSITIONS FINALES	15

**PLAN COMMUN DE FUSION
TRANSFRONTALIÈRE (ÉGALEMENT
ACCORD DE FUSION)**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

1. **AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH** (ci-après dénommée "**AVS Austria**"), société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) constituée en Autriche sous le numéro d'enregistrement FN 164216 w et ayant son siège social à Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche,
2. **AWP Austria GmbH** (ci-après dénommée "**AWP Austria**"), société privée à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) constituée en Autriche sous le numéro d'enregistrement FN 151080 b et ayant son siège social à Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche,

ci-après dénommées "**Entités transférantes**" et chacune "**Entité transférante**",

ET

3. **AP SOLUTIONS GMBH**, société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de allemand, dont le siège social est situé à Munich, Allemagne, et dont le siège social est situé à Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne, inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695,

ci-après dénommée "**entité réceptrice**".

Les entités transférantes et l'entité réceptrice sont ci-après désignées collectivement comme les "**parties**" et chacune séparément comme une "**partie**".

PRÉAMBULE

- (A) Les directeurs généraux de chacune des Entités transférantes et les directeurs généraux de l'Entité bénéficiaire ont l'intention de fusionner les Entités transférantes dans l'Entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption (la "**Fusion**").
- (B) La Fusion fait partie d'une opération globale visant à regrouper les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, dont font partie les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire, en une seule entité juridique basée en Allemagne qui gèrerait les activités de services locales par le biais de succursales, dans le but de simplifier l'organisation juridique du groupe Allianz Partners.
- (C) L'Entité Bénéficiaire a une succursale en Autriche. Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité Bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH, une autre société allemande à responsabilité limitée du groupe Allianz Partners, (la "**Fusion subséquente**").

Allianz Partners Deutschland GmbH possède également une succursale en Autriche. Les parties visent à réaliser la fusion et la fusion subséquente à la même date, tandis que la fusion subséquente sera soumise à la condition suspensive de la réalisation de la fusion. En conséquence, la succursale autrichienne d'Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités exercées par les entités transférées après la réalisation de la fusion et de la fusion subséquente. Au cas où, contre l'intention des parties, il y aurait une période intermédiaire entre la réalisation de la fusion et la fusion subséquente, la succursale autrichienne d'AP Solutions GmbH poursuivra les activités des entités transférées pendant cette période intermédiaire.

- (D) Lorsque la fusion sera effective, les actifs et passifs respectifs des entités transférantes seront attribués à la succursale autrichienne de l'entité bénéficiaire. Lorsque la fusion subséquente sera effective, ces éléments d'actif et de passif seront alors attribués à la succursale autrichienne d'Allianz Partners Deutschland GmbH. Les activités transférées seront alors gérées par Allianz Partners Deutschland GmbH. Pour une description plus détaillée des différentes étapes et de la séquence de mise en œuvre de cette réorganisation, il est fait référence au plan de réorganisation établi à des fins fiscales autrichiennes et allemandes conformément à l'article 39 de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale (*Umgründungssteuergesetz - UmgrStG*) ("**UmgrStG**") joint au présent plan de fusion en tant qu'annexe (D).
- (E) La Fusion est une fusion transfrontalière et est réalisée conformément aux dispositions légales applicables en Autriche et en République fédérale d'Allemagne en application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, telle que modifiée par la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur certains aspects du droit des sociétés. En Autriche, la Fusion est mise en œuvre conformément au chapitre 3 (articles 26 à 45) de la loi autrichienne sur la réorganisation de l'UE (*EU- Umgründungsgesetz - EU-UmgrG*) ("**EU-UmgrG** "). En République fédérale d'Allemagne, la fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions de la première partie du livre six (articles 305 à 318) de la loi allemande sur la transformation (*Umwandlungsgesetz - UmwG*) ("**UmwG**").
- (F) Lorsque la Fusion sera mise en œuvre, l'actionnaire unique des Entités transférantes et de l'Entité bénéficiaire sera Allianz Partners SAS, une société par *actions* simplifiée de droit français, dont le siège social est situé à Saint-Ouen-sur-Seine, en France, et dont le siège social se trouve au 7 rue Dora Maar 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, en France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 301 763 116. Avant l'approbation et la résolution de la fusion par l'actionnaire unique des entités transférées, l'action unique de l'actionnaire unique précédent d'AWP Austria, à savoir AWP P&C S.A. (519 490 080 R.C.S.), et d'AVS Austria, à savoir AVS Automotive Versicherungs Service GmbH (enregistrée au registre du commerce du tribunal local de Darmstadt sous le numéro HRB 90660), sera transférée et cédée à Allianz Partners SAS.

- (G) Les parties concluent également le plan de fusion conformément à l'article 28 EU-UmgrG et à l'article 307 UmwG avec le même contenu qu'un accord de fusion (*Verschmelzungsvertrag*) au sens de l'article 34 (4) EU-UmgrG sous la forme d'un acte notarié autrichien ou d'une forme de notariatisation étrangère équivalente.

Les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire conviennent par la présente du plan de fusion commun suivant (également le contrat de fusion) (le "**Plan de fusion**").

LE TEXTE SUIVANT EST NOTÉ ET APPROUVÉ :

1. ENTITÉS FUSIONNANTES (article 307 (2) no 1 UmwG et article 28 (1) no 1 EU-UmgrG)

1.1. Entités transférantes

AVS Austria est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) constituée en Autriche sous le numéro d'enregistrement FN 164216 w et ayant son siège social à Vienne, Autriche, et son bureau principal à Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche. Le capital social entièrement libéré d'AVS Austria s'élève à 500 000,00 ATS. L'unique action d'AVS Austria est - au moment de la signature de ce plan de fusion - détenue par AVS Automotive Versicherungs Service GmbH. Avant l'approbation et la résolution de la fusion par l'actionnaire unique d'AVS Austria, l'action unique d'AVS Austria sera directement détenue par Allianz Partners SAS (et, par conséquent, Allianz Partners SAS sera l'actionnaire unique d'AVS Austria). Cette structure d'actionnariat est basée sur un transfert d'actions interne au groupe de l'unique action d'AVS Austria à Allianz Partners SAS depuis AVS Automotive Versicherungs Service GmbH, qui est également une filiale directe d'Allianz Partners SAS. AVS Austria n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus de l'action dans AVS Austria. Le nom complet de la société est : AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH.

AWP Austria est une société privée à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) constituée en Autriche sous le numéro d'enregistrement FN 151080 b et dont le siège social est situé à Vienne, en Autriche, et le siège social à Linzer Straße 225, 1140 Vienne, en Autriche. Le capital social entièrement libéré d'AWP Austria s'élève à 18 520 640,00 EUR. L'unique action d'AWP Austria est - au moment de la signature du présent plan de fusion - détenue par AWP P&C S.A. Avant l'approbation et la résolution de la fusion par l'actionnaire unique d'AWP Austria, l'action unique d'AWP Austria sera également détenue directement par Allianz Partners SAS (et, par conséquent, Allianz Partners SAS sera l'actionnaire unique d'AWP Austria). Cette structure d'actionnariat est basée sur un transfert d'actions interne au groupe de l'unique action d'AWP Austria à Allianz Partners SAS depuis AWP P&C S.A., qui est également une filiale directe d'Allianz Partners SAS. AWP Austria n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus de l'action dans AWP Austria. Le nom complet de la société est : AWP Austria GmbH.

1.2. Entité réceptrice

L'entité destinataire, AP Solutions GmbH, est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand dont le siège social est situé à Munich, en Allemagne. Son siège social est situé Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne. L'entité requise est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695. Le nom complet de la société est : AP Solutions GmbH.

L'entité réceptrice a un capital social de EUR 824.739,00, représenté par 824.739 actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 chacune. Toutes les actions de l'Entité réceptrice sont directement détenues par Allianz Partners SAS qui est l'unique actionnaire de l'Entité réceptrice. L'Entité réceptrice n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus des actions de l'Entité réceptrice.

2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION

2.1 Les Entités transférantes, en tant qu'entités transférantes, sont chacune fusionnées dans l'Entité bénéficiaire, en tant qu'entité bénéficiaire, par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption conformément à l'article 305.

(1) UmwG en liaison avec l'article 2 no 1 UmwG et l'article 27 no 3 lit a et d et no 4 EU-UmgrG. Par cette Fusion, chacune des Entités transférantes transfère l'ensemble de ses actifs et passifs respectifs comme un tout avec tous les droits et obligations individuellement à l'Entité bénéficiaire par dissolution sans liquidation. Aucune relation juridique n'est établie entre les Entités transférantes. Lorsque la Fusion devient effective, l'ensemble des actifs et passifs respectifs (tous les actifs et passifs) des Entités transférantes respectives sont transférés à l'Entité réceptrice par voie de succession universelle.

2.2 À la date limite pour les besoins de la comptabilité et de la fiscalité autrichiennes (*Verschmelzungstichtag*), les Entités transférantes et l'Entité réceptrice ont et, à la Date d'achèvement (telle que définie ci-dessous), les Entités transférantes et l'Entité réceptrice auront chacune une juste valeur de marché positive.

3. EFFICACITÉ DE LA FUSION

3.1 La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG et l'article 38 EU-UmgrG dès l'enregistrement au registre du commerce du tribunal local de Munich responsable de l'Entité Bénéficiaire (la "**Date de Réalisation**"). À la d'achèvement, les Entités transférantes cesseront d'exister et leurs actifs et passifs seront transférés à l'Entité réceptrice dans leur intégralité sans liquidation.

3.2 À la date d'achèvement, la possession de tous les instruments de propriété, accords, certificats et autres documents, registres, livres ou dossiers relatifs aux actifs et aux droits des entités transférantes sera transférée à l'entité bénéficiaire.

4. PAS DE CONSIDERATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et Article 28 (3), article 30 (4), (5) EU-UmgrG)

- 4.1 Les Entités transférantes et l'Entité réceptrice sont toutes deux des filiales directes ou indirectes d'Allianz Partners SAS et, avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique des Entités transférantes, les Entités transférantes et l'Entité réceptrice sont toutes deux des filiales directes à 100 % d'Allianz Partners SAS. Par conséquent, une augmentation du capital social de l'Entité bénéficiaire par l'émission de nouvelles actions n'est pas nécessaire pour la mise en œuvre de la Fusion et n'aura pas lieu (Section 307 (3) no 2 (a) et (b) UmwG et Section 27 no 3 lit d EU-UmgrG).
- 4.2 Étant donné que toutes les actions des Entités transférées et de l'Entité bénéficiaire sont détenues directement par Allianz Partners SAS avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique des Entités transférées et qu'aucune action n'est émise en faveur actionnaires des Entités transférées, conformément à l'article 307 (3) no 2 (a) UmwG et à l'article 27 no 3 lit d EU-UmgrG, le présent plan de fusion ne contient aucune information sur un rapport d'échange d'actions (article 307 (2) no 2 UmwG et article 28 (1) no 2 en liaison avec (3) EU-UmgrG), un transfert de nouvelles actions dans l'Entité bénéficiaire (article 307 (2) no 3 UmwG et article 28 (1) no 3 en liaison avec (3) EU-UmgrG), un transfert de nouvelles actions dans l'Entité bénéficiaire (article 307 (2) no 3 UmwG et article 28 (1) no 3 en liaison avec (4) EU-UmgrG). (3) EU-UmgrG), la participation aux bénéfices des nouvelles actions (article 307 (2) no 5 UmwG et article 28 (1) n° 5 en liaison avec (3) EU-UmgrG) ou une indemnité en espèces (article 307 (2) n° 13 UmwG et article 28 (1) n° 13 en liaison avec (3) EU-UmgrG).
- 4.3 Comme toutes les actions des Entités transférées et de l'Entité bénéficiaire sont détenues directement par Allianz Partners SAS avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'unique actionnaire des Entités transférées, un audit de fusion et un rapport d'audit de fusion ne sont pas requis conformément à l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (b) et no 2 UmwG en conjonction avec les articles 9 (2) et 12 (3) UmwG en conjonction avec l'article 311 (2) phrase 1 UmwG, et un examen du présent plan de fusion ou un rapport d'expert n'est pas requis conformément aux articles 28 (3) en conjonction avec l'article 30 (5) EU-UmgrG.

5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF

- 5.1 Étant donné que toutes les actions des Entités transférées et de l'Entité bénéficiaire sont détenues directement par Allianz Partners SAS avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'unique actionnaire des Entités transférées, un rapport de fusion pour les actionnaires (section pour les actionnaires dans le rapport de fusion) n'est pas requis conformément à l'article 309 (6) phrase 1 en conjonction avec l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (b) UmwG, ainsi qu'à l'article 309 (6) phrase 1 en conjonction avec l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (b) UmwG.

avec l'article 8 (3) phrase 3 no 2 UmwG et les articles 28 (3) en liaison avec 29 (2) no 3 EU-UmgrG.

- 5.2 Un rapport de fusion pour les employés des Entités transférantes et de l'Entité bénéficiaire a été préparé conformément à l'article 309 (1), (2), (3) et (5) de l'UmwG et à l'article 11 (5) en conjonction avec l'article 29 de l'EU-UmgrG. Le rapport de fusion pour les employés a été mis à la disposition des représentations des employés et des employés non représentés par une représentation des employés des parties avec, entre autres, un projet de ce plan de fusion conformément à la section 310 (1) UmwG et aux sections 14 en conjonction avec 32 EU-UmgrG.

6. **DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF TRANSFERTS (article 307 (2) n° 6, 11, 12 UmwG et article 307 (2) n° 6, 11, 12 UmwG).**

Article 28 (1) n° 6, 11, 12 EU-UmgrG)

- 6.1. L'acquisition des actifs des Entités transférantes par l'Entité réceptrice aura lieu à des fins comptables entre les Parties avec effet au 1er janvier 2025, à 0h00 heure de l'Europe centrale (début de la journée). À partir de ce moment, toutes les actions et transactions des Entités transférantes seront réputées avoir été effectuées pour le compte de l'Entité bénéficiaire (date d'entrée en vigueur de la fusion au sens de l'article 307 (2) no 6 de l'UmwG).
- 6.2. La date butoir à des fins comptables et fiscales autrichiennes (*Verschmelzungsschichtag*) au sens de l'article 28 (1) no 6 EU-UmgrG et de l'article 2 (5) UmgrStG et la date de transfert et d'acquisition à des fins fiscales allemandes (*steuerlicher Übertragungsschichtag*) au sens de l'article 2 (1) UmwStG est le 31 décembre 2024 (24:00 heures, heure d'Europe centrale).
- 6.3. La date des comptes financiers de l'Entité recevante et des Entités transférantes, qui seront utilisés pour déterminer les conditions de la Fusion, est le 31 décembre 2024 (Section 307 (2) no 12 UmwG et Section 28 (1) no 12 EU-UmgrG).
- 6.4. Pour le transfert, les actifs des entités transférées ont été évalués à leur valeur comptable (article 307 (2) no 11 UmwG). Les actifs et les passifs des entités transférées qui sont transférés à l'entité bénéficiaire sont évalués à des fins comptables en Autriche à la date d'achèvement sur la base du maintien des valeurs comptables autrichiennes (article 28 (1) no 11 EU-UmgrG) conformément aux principes comptables autrichiens (Austrian GAAP).

7. **LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET.**

FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 28 (1) no 4 UmgrG)

Après la réalisation de la Fusion, l'Entité Bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH (la Fusion subséquente telle que définie dans le Préambule (C)) ci-dessus).
L'Entité Bénéficiaire

Les parties visent à réaliser la fusion subséquente à la même date que la fusion. Par conséquent, dans un souci de transparence, les explications suivantes décrivent les effets de la fusion et de la fusion subséquente. Il convient toutefois de noter que la fusion subséquente est juridiquement une fusion distincte.

7.1. Effets sur les salariés des entités transférées (AVS Austria et AWP Austria)

Au 28 février 2025, AVS Austria comptait 4 salariés employés en Autriche et un salarié loué, qui, en raison d'un contrat de travail de longue , est également considéré comme faisant partie de la main-d'œuvre d'AVS Austria en vertu de la loi autrichienne sur les comités d'entreprise.

Au 28 février 2025, AWP Austria employait 204 personnes en Autriche. En raison d'une décision commerciale indépendante de la fusion, il est prévu de transférer certaines fonctions d'AWP Austria (en particulier les fonctions centrales et de vente), y compris les relations de travail des employés d'AWP Austria affectés à ces fonctions (environ 80 employés), à la succursale autrichienne d'AWP P&C S.A., "AWP P&C S.A. Niederlassung für Österreich" (FN 100329v), avec effet à partir du 1er mai 2025. En conséquence, le nombre d'employés d'AWP Austria sera réduit.

Un comité d'entreprise a été élu chez AWP Austria pour les travailleurs actuellement employés chez AWP Austria. AVS Austria n'a pas de comité d'entreprise. AVS Austria et AWP Austria sont des unités commerciales distinctes au sens de l'article 34 de la loi autrichienne sur la constitution du travail (*Arbeitsverfassungsgesetz - ArbVG*).

Conformément à l'article 38 no 3 de l'EU-UmgrG, la Fusion entraînera le transfert de tous les droits et obligations découlant des contrats de travail des employés des Entités transférantes à l'Entité bénéficiaire. Lorsque la Fusion devient effective, toutes les relations de travail des Entités transférantes, avec tous leurs droits et obligations, sont donc automatiquement transférées à l'Entité bénéficiaire. Les dispositions contractuelles individuelles, les engagements et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, même après la fusion.

L'Entité cessionnaire est responsable sans limitation de tous les engagements, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment du transfert de l'entreprise (c'est-à-dire le moment où la Fusion devient effective), conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 1 UmwG et à l'article 38 no 3 EU-UmgrG. Les Entités transférantes ne sont plus responsables puisqu'elles cessent d'exister avec la prise d'effet de la Fusion (articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 2 UmwG et article 38 no 4 EU-UmgrG).

Aucune réduction de personnel, aucun changement opérationnel, aucune délocalisation ou restructuration n'est prévue dans le cadre de la Fusion. Il est prévu que l'Entité bénéficiaire (ou, si la Fusion subséquente a lieu

Allianz Partners Deutschland GmbH) poursuivra séparément les unités commerciales des entités transférées, y compris les employés travaillant dans ces unités commerciales.

Il est également prévu que les domaines d'activité respectifs ne changent pas à la suite de la fusion (ou de la fusion subséquente). lieu de travail des employés des Entités transférées restera le même et ils poursuivront leurs activités de la même manière qu'avant la Fusion. Par conséquent, les conditions d'emploi légales resteront également inchangées.

Les unités commerciales d'AVS Austria et d'AWP Austria sont actuellement séparées sur le plan organisationnel et il est prévu qu'elles le restent même après la fusion (et la fusion ultérieure). Dans le cadre de la Fusion (et de la Fusion subséquente), les unités commerciales actuelles des Entités transférantes ne seront pas modifiées, combinées ou restreintes sur le plan organisationnel. Il n'y aura pas non plus de création d'une unité commerciale. Par conséquent, la fusion (et la fusion subséquente, respectivement) n'affectera pas les unités commerciales et les employés et, en particulier, l'application des conventions collectives actuellement vigueur, compétence du comité d'entreprise pour les employés travaillant dans les opérations d'AWP Austria et tout accord d'entreprise applicable à ces employés. Les accords d'entreprise ou les conventions collectives applicables à l'entité bénéficiaire ne s'appliqueront pas aux relations de travail des employés des entités transférées après la fusion.

La fusion n'aura donc aucun effet sur les employés des entités transférées et sur leurs relations de travail (à l'exception du changement d'employeur). Il en va de même pour la fusion subséquente, qui n'entraînera pas non plus de changements importants pour les employés des entités transférées.

Il est prévu qu'Allianz Partners Deutschland GmbH poursuive les activités des entités transférées (à l'exception, comme indiqué, des fonctions transférées d'AWP Austria à AWP P&C S.A. avant la fusion) avec les employés travaillant dans ces domaines d'activité.

Étant donné que les salariés des entités transférées deviendront des salariés de l'entité bénéficiaire dès la réalisation de la fusion, les conséquences de la fusion subséquente pour les salariés de l'entité bénéficiaire (telles que décrites au point 7.2 ci-dessous) s'appliqueront également aux salariés des entités transférées dès que la fusion subséquente prendra effet.

7.2. Effets sur les employés de l'entité bénéficiaire

Au 28 février 2025, l'entité recevante employait un total de 3 413 salariés, dont 327 en Allemagne. On s'attend à ce que nombre de salariés en Allemagne ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective. Il n'y a pas de comité d'entreprise local au sein de l'Entité bénéficiaire pour les salariés actuellement employés par l'Entité bénéficiaire en Allemagne.

Allemagne. Les comités d'entreprise locaux et les autres représentants des salariés existant au niveau des succursales de l'entité bénéficiaire en France, en Italie, en Espagne et au Portugal ne seront pas affectés par la fusion. Ces représentants locaux des salariés continueront d'exister chez Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. Le comité d'entreprise du groupe (*Konzernbetriebsrat*) existant chez Allianz SE restera compétent en vertu des dispositions de la loi allemande sur les comités d'entreprise ("**BetrVG**"). Les accords d'entreprise collectifs en vigueur au sein de l'Entité Bénéficiaire restent applicables après la Fusion et la Fusion subséquente. Les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire ne sont pas membres d'une association patronale allemande. Les conventions collectives allemandes (*Tarifverträge*) ne s'appliquent pas directement avant la mise en œuvre de la fusion, et cela ne changera pas à la suite de la fusion et de la fusion subséquente.

La Fusion n'a aucun effet sur les employés de l'Entité bénéficiaire et sur leurs relations de travail. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun effet direct (à l'exception du changement d'employeur) sur les salariés de l'Entité bénéficiaire.

Les activités de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiées par la Fusion. Aucune activité ou partie d'activité de l'Entité bénéficiaire ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel à la suite de la Fusion. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun changement substantiel sur les employés de l'Entité bénéficiaire et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant la Fusion et la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives.

Les relations de travail des employés de l'Entité Recevante ne seront pas modifiées par la ; en particulier, la situation juridique des employés de l'Entité Recevante en matière de licenciement ne sera pas affectée par la Fusion. Dans la mesure où il existe des accords d'entreprise, des accords contractuels individuels et d'autres accords, engagements et conventions d'entreprise, ceux-ci ne seront pas affectés par la Fusion et aucun changement ne s'appliquera aux employés de l'Entité bénéficiaire. Aucune mesure susceptible d'avoir un impact sur les employés de l'Entité bénéficiaire n'est prévue dans le cadre de la Fusion.

Conformément aux législations locales respectives, la fusion subséquente entraînera le transfert à Allianz Partners Deutschland GmbH de tous les droits et obligations découlant des relations de travail des salariés de l'entité absorbante (y compris ceux relatifs à ses succursales) et leur attribution à la succursale concernée. Lorsque la fusion subséquente devient effective, toutes les relations de travail de l'entité bénéficiaire (y compris celles relatives à ses succursales), avec tous les droits et obligations, sont donc automatiquement transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH et attribuées à la succursale concernée. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les réglementations et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, même après la fusion subséquente.

Fusion. Aucune mesure de réduction du personnel, aucun changement opérationnel, aucun transfert ni aucune réorganisation n'est prévu dans le cadre de la fusion ultérieure. Après la fusion subséquente, tout accord d'entreprise d'Allianz Partners Deutschland GmbH conclu avec le comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) d'Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50, paragraphe 1, de la BetrVG s'appliquera aux salariés de l'entité absorbante employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'Allianz Partners Deutschland GmbH ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Tout accord d'entreprise local applicable à Allianz Partners Deutschland GmbH en Allemagne ne s'appliquera pas aux relations de travail des employés de l'Entité Bénéficiaire après la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du où la Fusion subséquente devient effective. À partir de ce moment, l'Entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister. Après la réalisation de la Fusion subséquente, Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité cessionnaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives. Conformément aux lois applicables, ni les Entités transférées ni l'Entité bénéficiaire n'ont de conseil de surveillance. Allianz Partners Deutschland GmbH est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des salariés.

La Fusion n'a pas non plus d'effets sur les employés d'autres entités qui seront transférés à l'Entité Bénéficiaire dans le cadre de fusions transfrontalières d'autres juridictions qui seront mises en œuvre en parallèle et peuvent devenir effectives avant ou après la Fusion ; il en va de même pour les employés des deux filiales de l'Entité Bénéficiaire, Neoasistencia Manoteras S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui seront également fusionnées dans l'Entité recevante parallèlement à la présente Fusion, ainsi que les filiales de l'une des entités transférantes dans le cadre d'une autre fusion transfrontalière (Sigma Reparaciones S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion avec sa société mère avant Date de Réalisation)). Enfin, aucune mesure de réduction de personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de restructuration n'est prévue dans le cadre de la fusion. Toutefois, comme les autres fusions transfrontalières peuvent devenir effectives avant la Fusion, elles peuvent avoir un impact sur le nombre salariés de l'Entité bénéficiaire employés en dehors de l'Allemagne au moment où la Fusion devient effective. Les effets de la fusion subséquente décrits ci-dessus s'appliquent également aux salariés qui deviennent salariés de l'entité absorbante dans le cadre d'autres fusions transfrontalières.

7.3. Effets sur les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise (article 307 (2) no 16 UmwG)

Les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité Bénéficiaire ne seront pas affectés par la Fusion et les salariés

employés ou anciennement employés par l'une des entités transférées ne peuvent aux pensions d'entreprise de l'entité bénéficiaire.

Toutes les obligations liées aux pensions d'entreprise et les droits connexes aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'une des entités transférantes seront transférées à l'entité bénéficiaire.

Toutes les obligations découlant des pensions d'entreprise et des droits connexes aux pensions d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'entité bénéficiaire seront transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de la fusion subséquente.

8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10)

UmwG et article 28 (1) no 10 EU-UmgrG)

- 8.1. Comme l'entité cessionnaire a été constituée en vertu du droit allemand, les règles statutaires allemandes sur la co-détermination (future) s'appliqueraient. Toutefois, la fusion ne nécessite pas de procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés au sein de l'entité absorbante.
- 8.2. Ni les Entités transférées ni l'Entité réceptrice n'ont de conseil de surveillance co-déterminé ou ne sont soumises à des règles de co-détermination applicables. L'entité bénéficiaire employait 327 salariés en Allemagne au 28 février 2025 et devrait continuer à employer environ 327 salariés en Allemagne après la réalisation des transactions, étant donné que tous les autres salariés ainsi que les salariés transférés dans le cadre de fusions transfrontalières mises en œuvre parallèlement dans l'entité bénéficiaire seront employés dans des succursales situées en dehors de l'Allemagne ; il en va de même pour les salariés des deux filiales de l'entité bénéficiaire, Neoasistencia Manoteras S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui sont des filiales de l'entité bénéficiaire. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui également fusionnées dans l'Entité recevante parallèlement à la présente Fusion, ainsi que les employés des seules filiales de l'une des entités transférantes dans le cadre d'une autre fusion transfrontalière (Sigma Reparaciones S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion avec sa société mère avant la Date de Réalisation)). Dans le cas d'une GmbH autrichienne, un conseil de surveillance composé de représentants des salariés doit être mis en place si la GmbH compte 300 salariés (article 29, paragraphe 1, de la GmbHG). Le seuil pertinent pour l'Autriche déclenchant l'obligation de mener une procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés est donc de 240 salariés, seuil qui n'est atteint dans des entités transférées. Par conséquent, les conditions préalables de l'article 5 de la loi allemande sur la co-gestion des salariés dans les fusions transfrontalières ("**MgVG**")

ne sont pas remplies. Par conséquent, aucune déclaration sur les procédures de négociation au titre de l'article 307

(2) aucune 10 UmwG n'est requise.

9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2, point 7) et 8 UmwG et article 28 (1) n° 7 et 8 EU-UmgrG)

9.1. Il n'y a pas de personnes physiques ou morales parmi les parties ayant des droits spéciaux au sens de l'article 307 (2) no 7 UmwG et de l'article 28 (1) no 7 EU-UmgrG, ni de détenteurs de titres autres que des actions de la société. Par conséquent, l'entité réceptrice n'accorde aucun droit ou compensation au sens de l'article 307 (2) no 7 UmwG ou de l'article 28 (1) no 7 EU-UmgrG et aucune mesure au sens de ces dispositions n'est proposée.

9.2. Aucun avantage particulier au sens de l'article 307 (2) no 8 UmwG ou de l'article 28 (1) no 8 EU-UmgrG n'a été ou ne sera accordé aux membres des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle des entités transférées ou de l'entité bénéficiaire.

10. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE (Article 307 (2) no 9 UmwG et article 28 (1) no 9 EU-UmgrG)

L'acte de fondation et les statuts de l'Entité bénéficiaire sont joints au présent Plan de fusion en tant qu'Annexe 10 conformément à l'article 307 (2) no 9 UmwG et à l'article 28 (1) no 9 EU-UmgrG et font partie intégrante du Plan de fusion. Les statuts de l'Entité recevante ne seront pas modifiés en conséquence de la Fusion et resteront identiques à ceux joints à l'Annexe 10 lors de la réalisation de la Fusion.

11. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307, paragraphe 2, point 14 de l'UmwG et article 28 de l'UmwG) (1) no 14 EU-UmgrG)

11.1. Le droit des créanciers des entités transférées d'exiger la constitution de garanties est régi par les légales applicables. Une offre séparée conformément à l'article 28 (1) no 14 EU UmgrG et l'article 307 (2) no 14 UmwG ne seront pas appliqués dans le cadre du présent plan de fusion.

11.2. Toutefois, les créanciers de l'Entité cédante ont le droit légal de demander des garanties conformément à l'article 37 de l'EU-UmgrG. Ainsi, les créanciers d'une Entité cédante peuvent exiger que l'Entité cédante fournisse une garantie. Si cette demande n'est pas satisfaite, la fourniture d'une garantie doit être réclamée dans les trois mois suivant la publication du plan de fusion par une action contre l'Entité transférante concernée. Le créancier doit démontrer de manière crédible que sa créance a

Il ne peut pas exiger l'exécution de sa créance et la fusion compromet l'exécution de sa créance.

- 11.3. Aucune garantie supplémentaire n'a été offerte aux créanciers dans le cadre de la fusion en raison de la situation financière solide, de la solvabilité et de la liquidité de l'entité bénéficiaire. Les droits statutaires des créanciers des entités transférées à demander des garanties ne sont pas affectés.

12. DISPOSITIONS FINALES

- 12.1. Si une disposition du présent plan de fusion est ou devient invalide, impraticable ou inapplicable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions. Au contraire, les parties s'engagent à remplacer la disposition invalide, impraticable ou inapplicable par une disposition qui se rapproche le plus possible, sur le plan juridique, de l'intention économique des parties en ce qui concerne le sens et l'objectif de la disposition invalide, impraticable ou inapplicable. Il en va de même pour les lacunes éventuelles.
- 12.2. Les modifications ou ajouts au présent plan de fusion doivent être notariés (article 307 (4) de l'UmwG et article 34 (4) de l'EU-UmgrG).
- 12.3. Le lieu d'exécution et la juridiction exclusifs pour toutes les réclamations découlant du présent plan de fusion ou en rapport avec celui-ci sont - dans la mesure où la loi le permet - Munich, Allemagne. Chacune des sociétés participant à la fusion se conformera également aux dispositions et formalités du droit national qui lui est applicable.
- 12.4. Les parties concluent également le plan de fusion conformément à l'article 28 EU-UmgrG et à l'article 307 UmwG avec le même contenu qu'un accord de fusion (*Verschmelzungsvertrag*) au sens de l'article 34 (4) EU-UmgrG sous la forme d'un acte notarié autrichien ou d'une forme étrangère équivalente de notariatisation.
- 12.5. La fusion est réalisée en profitant des avantages de l'article I de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale (*Umgründungssteuergesetz - UmgrStG*).
- 12.6. Il est à noter que les Entités transférantes ne possèdent pas de biens immobiliers (c'est-à-dire des terrains ou des bâtiments) et qu'il n'est pas prévu qu'elles acquièrent de tels biens immobiliers à la Date d'achèvement ou avant.
- 12.7. Les parties déclarent en outre que toutes les conditions nécessaires à l'application des avantages de l'article I de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale (*Umgründungssteuergesetz - UmgrStG*) ont été remplies et continueront à l'être et conviennent qu'en cas d'ambiguïté ou de cas non pris en compte, les conséquences juridiques de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale s'appliqueront.

[*Pages de signature*]

ANNEXE (D)

**PLAN D'ASSAINISSEMENT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 39 DE LA LOI AUTRICHIENNE SUR
L'ASSAINISSEMENT FISCAL (UMGRÜNDUNGSSTEUERGESETZ - UMGRSTG)**

U M G R Ü N D U N G S P L A N

gemäß § 39 UmgrStG
au 31.12.2024, jour de l'inauguration

en dehors de la période de transition

Allianz Partners Deutschland GmbH (Allemagne)

HRB 125610 (Handelsregister des Amtsgerichts München)
Bahnhofstraße 16, 85609 Aschheim, Bundesrepublik Deutschland (im
Folgenden "**APD**")

und

AP Solutions GmbH (Allemagne)

HRB 177695 (Handelsregister des Amtsgerichts München)
Königinstraße 28, 80802 München, Bundesrepublik Deutschland (im
Folgenden "**AP**")

und

AWP Austria GmbH

FN 151080 b
Linzer Straße 225, 1140 Wien, Österreich (im
Folgenden "**AWP**")

und

AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH

FN 164216 w
Linzer Straße 225, 1140 Wien, Österreich (im
Folgenden "**AVS**")

§ 1 Vorbemerkungen

- 1.1 Die Parteien dieses Umgründungsplans sind übereingekommen, mehrere Umgründungen, die auf denselben Stichtag, den 31. Dezember 2024, bezogen werden, vorzunehmen. Le but de ces accords d'améliorer la structure de l'entreprise Dazu werden die AWP und AVS grenzüberschreitend auf die AP verschmolzen und nachfolgend die deutsche AP auf ihre deutsche Schwesterngesellschaft, die APD, verschmolzen.
- 1.2 Da durch diese Schritte teilweise dasselbe Vermögen übertragen wird, wird für Zwecke des österreichischen Steuerrechts dieser Umgründungsplan gemäß § 39 UmgrStG erstellt und von sämtlichen an den Umgründungen Beteiligten unterfertigt. Ce plan d'action sera établi en premier lieu le jour de l'évaluation de première action. Dans tous les cas d'action, le plan d'action fera l'objet d'un examen. Der Umgründungsplan iSd § 39 UmgrStG wird den die Umgründungen regelnden Verträgen als Anlage angeschlossen und stellt einen integrierenden Bestandteil der einzelnen Umgründungsverträge dar.
- 1.3 Les différents critères d'évaluation sont décrits ci-dessous dans leur ordre de priorité (civil). Die einzelnen Umgründungsschritte sollen für Zwecke des österreichischen Steuerrechts mit ertragsteuerlicher Wirkung auf denselben Stichtag bezogen werden, wobei für die betroffenen Rechtsträger erst die letzte Vermögensübertragung als mit dem Beginn des auf den Verschmelzungstichtag folgenden Tages bewirkt werden soll.

§ 2 Beschreibung der Umgründungen und betroffene Rechtsträger

- 2.1 L'AWP et l'AVS seront considérées comme des sociétés de droit, conformément aux dispositions de l'article 27 Z 3 lit d et de l'article 28 Abs 3 de la loi européenne sur la concurrence et de l'article 307 Abs 3 de la loi allemande sur la concurrence, et conformément aux dispositions de l'article I de la loi sur la concurrence, avec tous les droits et obligations, et conformément à la liquidation en cas de faillite de la société de droit privé, qui s'applique à l'AP en tant que société de droit privé pour l'exécution de la vente. Die Verschmelzung erfolgt für österreichische und deutsche ertragsteuerliche Zwecke rückwirkend zum Ablauf des 31.12.2024 als Verschmelzungstichtag unter Zugrundelegung der Schlussbilanzen der AWP und AVS jeweils zum 31.12.2024 ohne Kapitalerhöhung unter Anwendung von § 27 Z 3 lit d und § 28 Abs 3 EU-Umgründungsgesetz. Für die Verschmelzung werden die umgründungssteuerrechtlichen Begünstigungen des Artikel I UmgrStG (insbesondere die Fortführung der steuerlichen Buchwerte) in Anspruch genommen.
- 2.2 Die AP wird als übertragende Gesellschaft gemäß § 2 Nr. 1 des deutschen Umwandlungsgesetzes auf die APD verschmolzen. Die Verschmelzung erfolgt rückwirkend zum Ablauf des 31.12.2024 als Verschmelzungstichtag unter Zugrundelegung der Schlussbilanz der AP zum 31.12.2024.

§ 3 Abrogation des conditions générales dans le temps

- 3.1 Les règles suivantes (du point de vue civil) s'appliquent aux dispositions de l'article 2 mentionnées ci-dessus :
- 3.2 Dans un premier **temps**, la transformation de l'AWP et de l'AVS en société à responsabilité limitée dans le cadre de l'application de la directive sur les droits de l'homme en société à responsabilité limitée s'opère conformément au point 2.1.
- 3.3 In einem **zweiten Schritt** erfolgt die Verschmelzung der AP als übertragende Gesellschaft im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf ihre Schwesterngesellschaft, die APD, als übernehmende Gesellschaft gemäß Punkt 2.2.

§ 4 Betroffenes Vermögen

Les critères d'évaluation mentionnés aux paragraphes 2 et 3 doivent être appliqués en fonction de leur impact sur l'environnement dans leur domaine d'application, et ce de manière uniforme. Die Umgründungsschritte betreffen teilweise dasselbe Vermögen, nämlich das Gesellschaftsvermögen der AWP und AVS. Die Umgründungsschritte sollen auf den gleichen Stichtag wirksam werden, sodass mit diesem Umgründungsplan auch aufgrund der Bestimmungen des § 39 UmgrStG die zur Umsetzung dieses Zieles erforderlichen Maßnahmen bzw Verträge und ihre Schrittabfolge festgelegt werden.

§ 5 Stichtag der Umgründungen

Ertragsteuerlicher Stichtag für sämtliche in §§ 2 und 3 beschriebene Umgründungen ist der 31.12.2024 (Tagesablauf) als ertragsteuerlicher Umgründungsstichtag (Verschmelzungsstichtag).

§ 6 Effet de l'arrêt de la procédure d'insolvabilité

Sämtliche an den Umgründungen beteiligten Gesellschaften legen fest, dass die letzte Vermögensübertragung ertragsteuerlich für den oder die davon betroffenenen Rechtsnachfolger als dem Beginn des ersten auf den Umgründungsstichtag (Verschmelzungsstichtag) folgenden Tages bewirkt gilt.

Aschheim, Munich et Vienne, le 09.04.2025

[Pages de signature]

REORGANISATION PLAN

conformément à l'article 39 de l'UmgrStG
à partir de la date de réorganisation 31 décembre 2024

conclu entre

Allianz Partners Deutschland GmbH (Allemagne)

HRB 125610 (Registre du commerce du tribunal local de Munich)
Bahnhofstraße 16, 85609 Aschheim, République fédérale d'Allemagne
(ci-après dénommée "**APD**")

et

AP Solutions GmbH (Allemagne)

HRB 177695 (Registre du commerce du tribunal local de Munich)
Königinstraße 28, 80802 Munich, République fédérale d'Allemagne (ci-
après dénommé "**AP**")

et

AWP Austria GmbH

FN 151080 b
Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche (ci-après
dénommée "**AWP**")

et

AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH

FN 164216 w
Linzer Straße 225, 1140 Vienne, Autriche (ci-après
dénommée "**AVS**")

Section 1 Remarques préliminaires

- 1.1 Les parties à ce plan de réorganisation ont convenu de procéder à plusieurs réorganisations avec la même date d'entrée en vigueur, le 31 décembre 2024. L'objectif des réorganisations est de simplifier la structure de l'entreprise. À cette fin, AWP et AVS seront fusionnées dans AP par le biais d'une fusion transfrontalière et, par la suite, la société allemande AP sera fusionnée dans sa société sœur allemande, APD.
- 1.2 Étant donné que ce sont en partie les mêmes actifs qui sont transférés à la suite de ces étapes, ce plan de réorganisation est établi aux fins du droit fiscal autrichien conformément à l'article 39 de la loi autrichienne sur la réorganisation fiscale (*Umgründungssteuergesetz - UmgrStG*) et signé par toutes les parties impliquées dans les réorganisations. En même temps, ce plan de réorganisation est adopté le jour de la résolution sur la première réorganisation. Il est fait référence à ce plan d'assainissement dans tous les accords d'assainissement. Le plan de réorganisation au sens de l'article 39 de l'*UmgrStG* est joint en annexe aux accords régissant les réorganisations et fait partie intégrante des différents accords de réorganisation.
- 1.3 Les différentes étapes de la réorganisation sont présentées ci-dessous dans leur ordre (selon le droit civil). Aux fins du droit fiscal autrichien, les différentes étapes de la réorganisation doivent être rattachées à la même date d'effet pour l'impôt sur le revenu, tandis que pour les personnes morales concernées, le dernier transfert d'actifs ne doit être considéré comme ayant eu lieu qu'au début du jour suivant la date d'effet de la fusion (*Verschmelzungstichtag*).

Section 2 Description des réorganisations et des entités juridiques concernées

- 2.3 AWP et AVS, en tant qu'entités transférantes, seront fusionnées dans AP, en tant qu'entité bénéficiaire, par le biais d'une succession universelle transfrontalière, en appliquant les dispositions simplifiées de la section 27 no 3 lit d et de la section 28 (3) de la loi autrichienne sur la réorganisation de l'UE (*EU- Umgründungsgesetz - EU-UmgrG*) et de la section 307 para. 3 de la loi allemande sur la transformation (*Umwandlungsgesetz - UmwG*) et de profiter des avantages fiscaux de l'article I *UmgrStG* avec tous les droits et obligations et en renonçant à la liquidation. Aux fins de l'impôt sur le revenu autrichien et allemand, la fusion aura lieu avec effet rétroactif à la fin du 31 décembre 2024 comme date de fusion sur la base des bilans de clôture d'AWP et d'AVS au 31 décembre 2024 sans augmentation de capital, en application de l'article 27 no 3 lit d et de l'article 28 (3) de l'*UmgrG* de l'UE. La fusion utilisera les avantages fiscaux liés à la réorganisation en vertu de l'article I *UmgrStG* (en particulier le maintien des valeurs comptables fiscales).
- 2.4 AP, en tant qu'entité transférante, sera fusionnée dans APD conformément à la section 2 no 1 de l'*UmwG*. La fusion aura lieu avec effet rétroactif à partir de la fin du 31 décembre 2024 comme date de fusion sur la base du bilan de clôture d'AP 31 décembre 2024.

Section 3 Calendrier des réorganisations

- 3.1 La séquence suivante (du point de vue du droit civil) est établie pour les réorganisations décrites à la section 2 :
- 3.4 **La première étape est** la fusion d'AWP et d'AVS en tant qu'entités transférantes par voie de succession universelle dans AP en tant qu'entité réceptrice conformément à la section 2.1.
- 3.5 **Dans un deuxième temps**, AP, en tant qu'entité transférante, est fusionnée avec sa société sœur, APD, en tant qu'entité bénéficiaire, par voie de succession universelle conformément à la section 2.2.

Section 4 Actifs affectés

Les étapes de l'assainissement décrites aux sections 2 et 3 doivent être coordonnées dans leur ordre en raison de leur interaction fiscale. Les étapes de la réorganisation portent en partie sur les mêmes actifs, à savoir les actifs sociaux d'AWP et d'AVS. Les étapes de l'assainissement doivent prendre effet à la même date, de sorte que le présent plan d'assainissement définit également les mesures et les accords nécessaires à la mise en œuvre de cet objectif et de leur enchaînement sur la base des dispositions de l'article 39 de l'UmgrStG.

Section 5 Date d'entrée en vigueur des réorganisations

La date d'effet aux fins de l'impôt sur le revenu pour toutes les réorganisations décrites aux sections 2 et 3 est le 31 décembre 2024 (fin de journée) en tant que date de réorganisation aux fins de l'impôt sur le revenu (date d'effet de la fusion (*Verschmelzungstichtag*)).

Section 6 Effet du transfert d'actifs

Toutes les entreprises participant aux réorganisations stipulent que le dernier transfert d'actifs est réputé avoir eu lieu, aux fins de l'impôt sur le revenu, pour le ou les légaux concernés, au début du premier jour suivant la date de la réorganisation (date effective de la fusion (*Verschmelzungstichtag*)).

Aschheim, Munich et Vienne, le 09.04.2025

*[Page de signature - Plan de réorganisation entre Allianz Partners Deutschland GmbH,
AP Solutions GmbH, AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH et
AWP Austria GmbH]*

Allianz Partners Deutschland GmbH

[Signature Carsten Staat]

[Signature Matthias Menke]

Nom : Carsten Staat (Titre :
général)

Nom : Matthias Menke
(Titre : général)

*[Page de signature - Plan de réorganisation entre Allianz Partners Deutschland GmbH,
AP Solutions GmbH, AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH et
AWP Austria GmbH]*

AP Solutions GmbH

[Signature Laurent Nicolas Thierry Floquet]

[Signature Jacob Fuest]

Nom : Laurent Nicolas Thierry Floquet
(Titre : Directeur général)

Nom : Jacob Fuest (Titre :
général)

*[Page de signature - Plan de réorganisation entre Allianz Partners Deutschland GmbH,
AP Solutions GmbH, AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH et
AWP Austria GmbH]*

AWP Austria GmbH

[Signature Georgeta-Florentina Costea]

[Signature Mag. Silke Zettl]

Nom : Georgeta-Florentina Costea (Titre :
Directeur général)

Nom : Mag. Silke Zettl
(Titre : général)

*[Page de signature - Plan de réorganisation entre Allianz Partners Deutschland GmbH,
AP Solutions GmbH, AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH et
AWP Austria GmbH]*

AVS Automotive Versicherungsvermittlung GmbH

[Signature Christian Reisner]

Nom : Christian Reisner (Titre :
général)

ANNEXE 10
L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE

Registre des documents no

[timbre : 0264] G/2009

Mise en place d'un

société à responsabilité limitée de allemand (*Gesellschaft
mit beschränkter Haftung*)

Le vingt-trois janvier de l'an deux mille neuf

- 23 janvier 2009 -

s'est présenté devant moi, **Dr Thomas Kilian**, candidat notaire, officiellement nommé adjoint du notaire

Dr Tilmann Götte, à Munich,

avec son bureau à 80333 Munich, Briennerstraße 12/III, dans la propriété située Königinstraße 28, à 80802 Munich, où je me suis rendu sur demande :

1. Katrin Winterhalder, née le 19 avril 1970,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,
2. Werner Hierl, né le 14 mai 1959,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,

tous deux personnellement connus, [*ajout manuscrit* : M. Hierl s'est en outre identifié en présentant sa carte d'identité nationale,]

dans ce qui suit, agissant au nom

dAllianz Deutschland AG
dont le siège est à Munich, Tribunal d'instance (*Amtsgericht*) de Munich, immatriculation
tribunal, HRB 158878,

et adresse à 80802 Munich, Königinstraße 28,

en tant que titulaire d'une procuration générale (*Prokuristen*) avec pouvoir de représentation
conjointe.

A la demande des personnes comparaissant et conformément aux déclarations faites par elles, j'authentifie ce qui suit :

I. Conclusion de l'accord

Allianz Deutschland AG, dont le siège social est à Munich, établit par la présente une

société à responsabilité limitée de droit allemand (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*)
ou "GmbH")

et établit les statuts joints en annexe au présent acte. A compter de ce jour, la société est réputée être en cours de constitution.

II. Capital social

Le capital social de la société est de 25 000,00 euros.

Il est souscrit à hauteur de 25.000,00 EUR par Allianz Deutschland AG, Munich, et doit être immédiatement versé en espèces et en totalité à la société.

III. Directeurs généraux

Les personnes nommées ci-dessous sont désignées comme directeurs généraux (*Geschäftsführer*) :

1. Stefan Lütticke, Grasbrunn, né le 28 décembre 1968,
2. Dr Peter Damm, Dachau, né le 7 juin 1961 ;

ils sont autorisés par les statuts à représenter la société et sont exemptés des restrictions prévues par la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*) en vertu de l'article 7 des statuts.

IV. Copies

Des copies certifiées conformes de cet acte seront remises à :
l'actionnaire,
l'entreprise,
le bureau des impôts, le service de la retenue à la source de l'impôt sur
le revenu des investissements le tribunal d'enregistrement.

V. Conseil du notaire

Le notaire adjoint a notamment informé les parties concernées de la date et des conditions d'entrée en vigueur de la GmbH, ainsi que de leur responsabilité personnelle pour les actes accomplis antérieurement.

VI. Locaux professionnels

Les locaux de l'entreprise sont situés dans la Königinstraße 28 à 80802 Munich.

, y compris l'annexe, par le notaire adjoint, approuvée par les
parties concernées.
et signé de leur propre main :

[écrit à la main : p.p. *[illisible]*].

p.p. *[illisible]*].

[Cachet rond : DR TILMAN GÖTTE
NOTAIRE À MUNICH]

[signature illisible]
[en caractères d'imprimerie : notaire adjoint].

Statuts de l'association

§ 1

Dénomination sociale et siège social

1. La raison sociale de l'entreprise est :

AZ-Argos 52 Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH.

2. L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2

Objet social

1. L'objet social de la société est la gestion de ses biens propres et de ceux de tiers.
2. La société peut investir dans des entreprises en Allemagne et à l'étranger, également en tant que partenaire général, et gérer leurs activités.

§ 3

Capital social

1. Le capital social de la société

est de 25 000,00 euros.

- en toutes lettres : vingt-cinq mille euros -.

Le capital social doit être entièrement libéré en espèces immédiatement.

2. Allianz Deutschland AG, dont le siège est à Munich, s'engage à effectuer l'unique apport en capital (initial) dans le capital social de la société pour un montant de 25.000,00 EUR.

§ 4

Exercice financier

L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5

Publications

Toutes les publications de l'entreprise seront faites dans le journal fédéral électronique (*elektronischer Bundesanzeiger*).

§ 6

Rachat d'actions

1. Les actions peuvent être rachetées avec le consentement de l'actionnaire concerné par une résolution d'actionnaire adoptée à la majorité simple des voix exprimées.
2. L'assemblée générale peut décider qu'au lieu du remboursement, l'action sera achetée par la société ou par les autres actionnaires au prorata de leur participation respective.

§ 7

Gestion et représentation

1. L'entreprise a deux ou plusieurs gérants (*Geschäftsführer*). La société est représentée soit par deux gérants, soit par un agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*).
2. Les directeurs généraux sont exemptés des restrictions en vertu de la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*).
3. La direction est responsable de la désignation des titulaires d'une procuration générale.

§ 8

États financiers annuels, répartition des bénéfices

1. Les états financiers annuels seront adoptés et la résolution sur l'affectation des bénéfices sera adoptée dans les délais prescrits par la loi.

2. Les associés peuvent décider, à tout moment avant l'adoption des comptes annuels après un examen consciencieux, à la majorité simple, de procéder à des distributions anticipées de tout ou partie du bénéfice annuel escompté. L'article 30 de la *loi* allemande *sur les sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)* doit être respecté.

§ 9

Adoption des résolutions par les actionnaires et l'assemblée des actionnaires

1. Dans la mesure où la loi le permet, les actionnaires adopteront des résolutions sans qu'il soit nécessaire de tenir une assemblée générale. Les votes peuvent être exprimés sans aucune exigence de forme, mais doivent l'être par écrit.

La direction peut exiger que les actionnaires lui soumettent leur déclaration de vote dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande de vote. Dans ce cas, le fait de ne pas soumettre les votes en temps voulu sera considéré comme une non-participation au vote.

2. Les assemblées générales sont convoquées par les administrateurs généraux si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée apparaît nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les raisons de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement ou par téléphone. Dans la mesure où la loi le permet, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger, au choix de la direction.
3. Chaque tranche de 50,00 euros du montant principal d'une action donne droit à une voix.

§ 10

Dispositions finales

Les frais liés à la constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, sont à la charge de la société jusqu'à concurrence de 2 000 euros.

[en écriture : p.p. [illisible]] [en écriture : p.p. [illisible]]. p.p. [illisible]]

Je certifie que les données d'image (copie) contenues dans ce fichier correspondent à la copie papier qui m'a été présentée (original).

Munich, 5 février 2009

Dr Tilman Götte
Notaire

Registre des documents no [timbre : H 3764 / 24]

**Attestation conformément à la section 54 (1) phrase 2 de la loi allemande sur les
sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)**

Je soussigné, le notaire Sebastian Herrler à Munich, certifie par la présente que les dispositions modifiées dans les statuts ci-dessous correspondent à la résolution de modification des statuts, acte de ce notaire en date du 23 juillet 2024, registre des documents n° H 3676/24, et que les dispositions non modifiées correspondent au dernier texte complet des statuts qui a été déposé au registre du commerce.

Munich, 25 juillet 2024

[Cachet rond :
SEBASTIAN HERRLER
NOTAIRE À MUNICH].

[Sebastian Herrler
Notaire public

Statuts de l'association

§ 1 Dénomination sociale, siège social

(1) La raison sociale de l'entreprise est :

AP Solutions GmbH

(2) L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2 Objet social de la société

L'objet social de la société est d'agir à la fois en tant que holding et en tant que société de services.

(1) Fonction de holding et fonction de services partagés :

a) la prise de participations de toute nature et de toute forme dans des consortiums, des entreprises ou des sociétés, quels que soient leur forme juridique et leur objet social, notamment dans les domaines des polices ou des services d'assistance, de voyage et d'assurance maladie, ainsi que la gestion et la vente de ces participations ;

b) fournir divers services de conseil, de supervision et autres aux sociétés du groupe Allianz Partners, y compris des services d'externalisation importants ou critiques.

(2) Fonctionner comme une société de services pour les entreprises internes d'Allianz, les entreprises tierces et les consommateurs :

a) l'organisation et la mise en œuvre de services d'assistance de toute nature dans le monde entier, en particulier l'assistance en cas de maladie, de panne ou d'autres situations d'urgence, ainsi que l'exécution d'autres services et transactions connexes ;

b) le courtage, le contrôle et l'attribution de services d'artisans et de services similaires dans le domaine de la réparation, de l'entretien, de la modernisation et de la rénovation de biens immobiliers, ainsi que la fourniture de tels services par des tiers ;

c) le courtage d'assurances et d'autres contrats portant sur des actifs, des services et des transactions, en particulier par l'intermédiaire de plateformes.

(3) Pour atteindre son objectif, la société est autorisée à

a) faire généralement toutes opérations d'opérationnel, commercial, financier, patrimonial ou autre se rattachant directement ou indirectement à l'objet social précité ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement et le développement ;

b) utiliser tous les instruments de vente et de marketing appropriés et légalement autorisés ;

c) créer des succursales en Allemagne et à l'étranger, acquérir des entreprises similaires et comparables et prendre des participations dans ces entreprises sous toute forme autorisée par la loi.

§ 3 Capital social, actions

(1) Le capital social de la société s'élève à 824.739,00 EUR (soit huit cent vingt-quatre mille sept cent trente-neuf euros).

(2) Le capital social est divisé en 824 739 actions, d'un montant nominal de 1,00 EUR chacune.

§ 4 Durée de la société, exercice

(1) La société a été créée pour une indéterminée.

(2) L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5 Organes de la société

Les organes de la société sont : le conseil d'administration (§ 6) et l'assemblée des actionnaires (§ 7).

§ 6 Gestion et représentation

(1) La société a un ou plusieurs directeurs généraux (*Geschäftsführer*). Le nombre de directeurs généraux est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale peut nommer un président du conseil d'administration. Si un seul directeur général est nommé, il représente toujours seul la société. Si plusieurs administrateurs délégués sont nommés, la société est représentée par deux administrateurs délégués agissant conjointement ou par un administrateur délégué agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*). La disposition ci-dessus s'applique également aux liquidateurs.

(2) Les directeurs généraux sont nommés et révoqués par les résolutions des actionnaires.

(3) Lors de la conclusion, de la modification ou de la résiliation des contrats de service, la société est représentée par l'assemblée des actionnaires.

(4) L'assemblée générale établit un règlement intérieur pour le conseil d'administration. Le règlement intérieur peut définir, *entre autres*, le type de transactions qui ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires.

§ 7 Assemblées générales et résolutions des actionnaires

(1) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales, qui peuvent également se tenir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, ou en dehors des assemblées générales - à condition que tous les actionnaires y participent - par des votes exprimés par écrit, par téléphone ou par des moyens électroniques. Les assemblées peuvent être convoquées sans exigence de forme particulière et peuvent notamment être convoquées verbalement ou par téléphone.

(2) Les résolutions des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, à moins qu'une majorité plus importante ne soit requise par la loi ou les présents statuts.

(3) Chaque euro du montant principal d'une action donne droit à une voix.

(4) L'assemblée des actionnaires atteint le quorum si les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée détiennent la majorité du capital social de la société.

(5) Les actionnaires qui ne peuvent pas assister à l'assemblée peuvent se faire représenter par une procuration sous forme de texte.

(6) Les assemblées générales sont convoquées par la direction si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée apparaît nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison, chaque directeur général étant individuellement autorisé à convoquer une assemblée. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les motifs de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement, par téléphone ou par voie électronique. Sur décision de la direction, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger.

(7) Les résolutions adoptées sans exigence de forme particulière sont consignées dans un procès-verbal qui précise le jour et la forme de l'adoption de la résolution, son contenu et les votes exprimés. Ils doivent être signés par les actionnaires. Les résolutions prises en dehors d'une assemblée générale doivent être adoptées par écrit. Tout procès-verbal et toute résolution adoptée en dehors d'une assemblée générale doivent être signés au moyen d'une signature électronique non qualifiée (par exemple DocuSign ou Namirial). Ces exigences de forme ne s'appliquent pas aux résolutions notariées.

§ 8 États financiers annuels

(1) La direction doit préparer les états financiers annuels (bilan, compte de résultat, notes) et, si la loi l'exige, le rapport de gestion dans le délai prescrit par la loi et les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires immédiatement après leur préparation en vue de leur adoption. Lorsque les états financiers annuels et le rapport de gestion (si un tel rapport doit être préparé) sont contrôlés par un auditeur, les directeurs généraux soumettront ces documents ainsi que le rapport de l'auditeur à l'assemblée des actionnaires sans délai indu après réception du rapport d'audit de l'auditeur.

(2) L'assemblée générale des actionnaires adoptera chaque année, dans le délai fixé par la loi, une résolution portant notamment sur l'adoption des comptes annuels et l'affectation des bénéfices ou des pertes.

§ 9 Publications

Les publications de la société sont effectuées exclusivement dans le journal officiel fédéral (*Bundesanzeiger*).

§ 10 Divisibilité

La nullité totale ou partielle de certaines dispositions des présents statuts n'affecte pas la validité des autres dispositions.

Il en va de même lorsque certaines dispositions sont irréalisables. Pour remplacer une disposition invalide ou impraticable ou une partie invalide ou impraticable d'une disposition, l'assemblée générale conviendra de dispositions valides ou praticables, respectivement, qui reflètent l'intention et l'objectif et, en particulier, la substance économique de la disposition qui doit être remplacée.

§ 11 Dispositions finales

Les frais de constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, ont été supportés par la société jusqu'à concurrence de 2 000,00 euros.

Je certifie que les données images contenues dans ce fichier (copie) correspondent au document papier (original) qui m'a été présenté.

Munich, 25 juillet 2024

Sebastian Herrler, notaire